Ford: à Blanquefort, la douche froide après 9 mois de combat

Par Eléa Pommiers,publié le 14/12/2018 à 18:23

Le plan social concerne 850 salariés, dont au moins 400 ne pourront pas partir en pré-retraite.

REUTERS/Charles Platiau

Pour les 850 salariés de l'usine, âgés en moyenne de 51 ans, les reclassements s'annoncent difficiles après le plan social.

Le jour où Vincent Alauze a signé son CDI chez Ford, en 2000, la sérénité était de mise. Après des années d'intérim, un seul mot lui vient: "Enfin!". "Là, c'est bon, c'est jusqu'à la retraite", se dit-il alors, certain que l'usine de Blanquefort, en Gironde, l'une des plus grosses de la région, était trop solide pour jamais faire craindre un licenciement à ses salariés.

Dix-huit ans plus tard, ses rassurantes convictions ont volé en éclat. Les effectifs du site ont fondu, passant de 3000 salariés au début des années 2000 à mois de 1000 employés aujourd'hui. L'usine, la seule du constructeur américain en France, vivote depuis 2011, et, c'est désormais quasi-certain, fermera en août 2019.

Chômage et précarité

Après neuf mois de bataille politique et syndicale, Ford, qui a décidé en février de cesser toute activité à Blanquefort en 2019, a annoncé jeudi soir dans un communiqué qu'il rejetait le seul plan de reprise de l'usine, et qu'il proposait un plan social. "Ford s'en fout. C'est la douche froide", lâche Vincent Alauze, amer.

Pour ce délégué syndical CGT de 44 ans, le combat a été long. L'usine avait déjà failli fermer en 2011, lorsque Ford l'avait cédée à un repreneur qui a fait faillite. Au prix de plusieurs millions d'euros d'aides publiques, le constructeur avait accepté de reprendre son site girondin, et d'y maintenir l'emploi durant 5 ans.

L'échéance est atteinte. Ford, qui réduit la voilure sur ses activités européennes, ne veut plus avoir à revenir et est visiblement résolu à ne pas reproduire l'expérience du repreneur. Pour les 850 salariés de ce fleuron industriel girondin, la perspective du chômage et de la précarité n'a plus rien d'hypothétique.

"FAI [Ford Aquitaine industrie] a présenté un plan social complet qui comprend notamment un congé de reclassement d'une durée étendue à compter d'octobre 2019", a souligné Ford dans un communiqué jeudi soir, s'engageant "à ne prononcer aucun départ contraint avant septembre 2019". Pour le constructeur, le projet de reprise de l'entreprise Punch Powerglide n'était pas assez "solide", n'offrait pas "le niveau de sécurité et de protection" suffisant et ne limitait pas "le risque de possibles pertes d'emploi futures".

"Cynisme"

"Quel cynisme ! Comme s'il était préférable de perdre avec certitude son emploi aujourd'hui qu'hypothétiquement dans cinq ans !", s'emporte la maire socialiste de Blanquefort, Véronique Ferreira, qui se dit "écoeurée et très en colère". "Ford n'avait aucune raison de refuser cette offre de reprise", estime-t-elle, tout comme le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, qui a jugé que la décision du constructeur était une "trahison". Emmanuel Macron a lui aussi qualifié l'attitude de Ford de "hostile et inacceptable".

Les syndicats avaient signé mardi l'offre du repreneur au terme d'âpres négociations. Ils avaient notamment accepté la reprise d'une seule

moitié des salariés, avec un gel de salaires pendant trois ans, la perte de trois jours de RTT et une modulation du temps de travail. "Les concessions ne sont pourtant pas dans l'ADN de la CGT", grince Vincent Alauze.

"On savait que ça pouvait arriver, mais on espérait quand même, c'est une vraie claque", estime Brigitte Lacombe, salariée de l'usine, qui peine à retenir ses larmes d'indignation et de tristesse. L'offre de reprise aurait sauvé 400 emplois, "ça aurait été génial", regrette-t-elle.

"Ford, c'est ma vie entière"

Le plan social de Ford comprend "un plan de cessation anticipée d'activité très favorable", et prévoit "d'autres mesures destinées à aider les salariés à se tourner vers d'autres employeurs ou à poursuivre d'autres opportunités de carrière, qu'il s'agisse de créations d'entreprises ou de formations de reconversion", assure l'entreprise.

Mais rien n'est aussi simple. La moyenne d'âge des salariés de l'usine est de 51 ans, et tous sont là depuis au moins 19 ans, ce qui complique les reclassements et les reconversions. Car la reconversion semble inévitable.

LIRE AUSSI >> Plan social: ce que les juges acceptent ou pas

"L'industrie automobile et mécanique est très peu présente en Gironde, et le sera encore moins après le départ de Ford", explique Hubert Bonin, professeur d'histoire économique à Bordeaux. "Il faudra nécessairement que les salariés suivent des formations pour changer de branche ou de métier. Ils pourront peut-être aller vers l'industrie aéronautique, qui est florissante", assure-t-il.

Mais du côté de ceux de plus de 50 ans, on se fait peu d'illusions sur la tournure dramatique que pourrait prendre ce plan social.

"On est anéanti", affirme Brigitte Lacombe. À 55 ans, elle n'a connu que l'usine de Blanquefort, dans laquelle elle est entrée à 16 ans. Comme elle, de nombreux salariés y travaillent depuis des décennies, et leurs pères avant eux pour certains. "Ford Blanquefort, c'est ma vie entière. C'est très difficile d'envisager autre chose, surtout à mon âge. Qui voudra nous

embaucher, et pour faire quoi ? Tout n'est qu'incertitude maintenant", déplore-t-elle.

2000 emplois induits

"Certains vont partir en pré-retraite, ce sera prévu dans le plan social, mais il va rester au moins 400 salariés à reclasser", explique Véronique Ferreira. Sans compter que l'activité de Ford entretient 2000 emplois induits en Gironde, qui pourraient être mis en péril. "Pour eux, il n'y aura pas de prime de licenciement de la part de Ford !", ironise Vincent Alauze, de la CGT.

La déception est d'autant plus grande que le dossier avait largement mobilisé, d'un bout à l'autre du spectre politique. Le ministre de l'Economie s'y est personnellement impliqué, aux côtés du maire Les Républicains de Bordeaux, Alain Juppé, du président socialiste de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, de la maire socialiste de Blanquefort, et du délégué CGT de l'usine - et ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle -, Philippe Poutou.

Tous ont intimé à Ford de revoir sa position et d'accepter la reprise, et Bruno Le Maire doit s'entretenir avec les dirigeants de Ford Europe.

Dans l'immédiat, à la veille d'une nouvelle journée de manifestations, l'annonce de Ford ne devrait pas manquer de nourrir la colère du mouvement des gilets jaunes, très mobilisés dans la région bordelaise depuis plusieurs semaines.